



Jean-Marc AYRAULT
Député Maire de Nantes
Président de Nantes Métropole et du Syndicat mixte
du SCOT de la métropole Nantes / Saint-Nazaire

Merci Dominique Luneau d'avoir accepté d'animer ces différentes tables rondes. Merci aussi aux participants et à ceux qui ont présidé ces ateliers de ce matin. Pour nous, c'était un pari, je ne vous le cache pas quand, avec Joël Batteux, Claude Ménager, Bernard Moisière et Jean-Claude Le Gall, nous avons proposé aux élus du syndicat mixte du SCOT d'organiser une conférence métropolitaine.

Nous sommes vite tombés d'accord sur la nécessité de ce temps de diagnostic, de réflexion et de prospective, mais votre participation, nombreuse et durable, pour tous ceux qui ont été invités, les élus de notre SCOT, mais aussi ceux des SCOT voisins et même ceux qui sont en devenir et qui se cherchent pour établir les bons territoires de réflexion et de projet, ainsi que les représentants des Conseil Régional et Général, des chambres consulaires, le Conseil Economique Social Régional, le Conseil de Développement, etc. Je dirais que c'est un pari qui est réussi. Ce qui compte maintenant, c'est la suite.

Le mot « métropole », nous l'avons employé aujourd'hui et ce mot ne fait plus peur, en tout cas pour ceux qui y ont participé. Ceux qui sont là sont d'abord des élus ou des responsables institutionnels que nous avons invités à ce stade, qui est pour nous une première étape, et le débat, à mes yeux, ne doit pas se limiter à ces participants. Il doit s'élargir comme Patrick Mareschal vient de le dire.

Si ce mot ne fait plus peur, c'est parce que tout le monde a compris son sens et que « métropole » ne veut dire ni monopole ni mégapole, mais veut dire tout simplement concentration de capacités économiques, humaines, sociales et culturelles, sur un territoire qui est lui-même ni unique ni uniforme et qui, par sa nature même, de Nantes à Saint-Nazaire et ses différentes intercommunalités, a une situation diversifiée et polycentrique.

Personne n'imagine que le développement de notre métropole ne peut se faire que sur le seul espace urbain de Nantes ou Saint-Nazaire, même si le rôle de ces villes historiques est de jouer pleinement, et pas seulement à moitié, le rôle de locomotive et d'entraînement. Des grands projets urbains comme l'Île de Nantes ou Ville-Port sont là pour témoigner de cette nécessité. Mais la conception que nous avons du développement urbain, et qui fait déjà l'objet de débat dans nos SCOT, et en particulier le SCOT Nantes Saint-Nazaire, s'appuie déjà sur une vision polycentrique. Il y a des grandes villes et des villes moyennes et autour de ces villes moyennes, le développement du territoire peut parfaitement s'organiser. Il doit même s'organiser.



Après avoir entendu les interventions de Pierre Veltz ou de Laurent Davezies, on voit bien que si nous avons une spécificité, c'est-à-dire une économie relativement équilibrée entre une économie de production, une économie publique et l'économie résidentielle, derrière, il y a aussi un certain type de modèle de développement et un modèle urbain qui est spécifique et qui n'est pas le même partout.

D'abord, ce qui n'est pas la même chose partout, c'est cet équilibre entre ces trois pôles de développement économique. Ce qui n'est pas la même chose aussi partout, c'est ce type même de développement, de paysage et d'organisation urbaine ou périurbaine, ainsi que le rapport de la ville et de la campagne.

Pour la période qui vient, même si nous disposons de beaucoup d'atouts, même si on peut se féliciter d'avoir franchi des caps difficiles, rien n'est acquis définitivement. Devant nous, il y a encore beaucoup de choix et de décisions qui dépendent de nous, mais pas seulement de nous bien entendu.

Ce qui est nouveau et différent, et plus complexe que tout ce que nos prédécesseurs ou nous-mêmes avons pu vivre depuis dix ou vingt ans, c'est le phénomène de la mondialisation. En même temps, Pierre Veltz a très bien expliqué que si la mondialisation existe, c'est un fait, elle ne détruit pas pour autant les territoires. Elle génère la nécessité de projets de territoires.

Cela veut dire que ce que nous avons entrepris là, il faut absolument le poursuivre parce que ce n'est pas un travail pour rédiger nos SCOT ni nos PLU, mais c'est un travail sur le projet qui doit fédérer nos différents territoires qui composent cette grande métropole de Nantes Saint-Nazaire.

C'est donc un projet qui est à l'œuvre. C'est un projet qui part de l'existant, de nos atouts mais aussi de nos faiblesses, et qui doit éclairer nos choix pour l'avenir. Evidemment, quand on dit que les territoires et les projets peuvent être renforcés parce que la mondialisation y conduit, rien n'est automatique. Il n'y a pas le territoire d'un côté et la mondialisation de l'autre et rien entre les deux. Ce serait désespérant et inquiétant.

Si on était seul face au reste du monde, il y aurait de quoi avoir peur. Ce n'est pas le cas. Il y a les Etats-Nations. Il y a l'Union Européenne. Si nous voulons, vis-à-vis de ces partenaires et au niveau territorial, nos premiers partenaires sont les départements et les régions. Si nous voulons dialoguer avec eux, exprimer des priorités et des exigences, il faut d'abord savoir ce que nous voulons. D'où la nécessité d'avancer en termes de projet.

Le projet : est-ce que nous avons toutes les qualités et les forces suffisantes ? Evidemment, non. Mais il y en a quand même une qui est importante. Il existe une tradition industrielle. Si nous avons fait progresser notre compréhension commune de la situation que nous vivons, c'est important de la prolonger avec une communication envers nos concitoyens. C'est qu'il existe une économie industrielle ici, qui certes a subi des chocs, et qui en subira sûrement d'autres, mais qui reste forte et qui doit être défendue et préservée à tout prix. Un emploi industriel génère environ trois autres emplois. Je lisais dans un tract syndical que l'on est en train de développer une économie passant d'une économie de main d'œuvre à une économie de donneurs d'ordres. Ils se trompent. Les deux ne sont pas à opposer. On a besoin de tout.



Parfois, pendant des rencontres avec les habitants de Nantes, il m'arrive de discuter avec ceux qui sont les plus confrontés à la fragilité sociale, à l'exclusion, au chômage et à un niveau de vie très bas, dépendant souvent des aides. Jean-Michel Jaouen, qui est un travailleur de terrain du quartier des Dervallières, nous a parlé de cette réalité. Cette réalité existe. A ces hommes et à ces femmes qui sont les plus confrontés à la fragilité, il faut aussi apporter des réponses et donner de l'espoir. Quand on explique ce qu'est le projet et ce qu'il peut être, alors, il est compris et il est souhaité.

Je vais prendre un exemple. Il n'y a pas longtemps, on avait lancé dans le quartier nord de Nantes un carrefour citoyen et nous avons retenu comme grand thème de débat général : « Y a-t-il encore de l'emploi à Nantes ? » On avait fait une petite enquête qualitative auprès des habitants de Nantes nord qui est un quartier assez pauvre de Nantes. Beaucoup de gens qui y ont participé, se sont interrogés. Ils ont dit qu'il y avait un projet et une volonté. Nantes ne se porte pas si mal, mais une partie de nous est à l'écart de ce mouvement. Un autre dit : « Le maire parle d'une métropole européenne, mais la métropole européenne n'est pas pour nous mais pour les cadres ou les ingénieurs. Il n'y aura jamais de travail pour nous. »

Cette question existe et il faut y répondre. Je pense qu'il faut y répondre en prenant des exemples concrets qui peuvent toucher tout le monde. Il y a quelques jours, lundi dernier, nous étions au Conseil Régional des Pays de la Loire avec le président Jacques Auxiette, le vice-président du Conseil Général représentant Patrick Mareschal. Il y avait aussi Joël Batteux, les deux patrons des usines Airbus, trois représentants de PME qui travaillent pour Airbus, et le représentant de l'enseignement supérieur des laboratoires de recherche de Nantes. Nous avons réuni ce que nous voulons et pouvons faire pour notre métropole nantaise.

Nous avons l'industrie avec Airbus qui veut s'agrandir et se développer. Cela a été évoqué tout à l'heure par Françoise Verchère. Il faut l'aider. Il faut réussir à tout prix pour que ces 400 ou 500 emplois puissent s'installer très vite, non pas pour l'A380 mais pour l'A350. Ils sont déjà dans l'avion d'après. Pour permettre à cette industrie de durer, il faut qu'elle puisse trouver une main d'œuvre ouvrière et technicienne bien formée. D'où l'investissement important que doivent faire les collectivités locales et l'Etat en termes de formation professionnelle, technique ou supérieure.

Vis-à-vis de ces entreprises, nous devons continuer à investir dans l'enseignement supérieur et la recherche qui est un de nos points faibles. Ce matin, j'ai commencé l'introduction de la conférence en disant que nous étions venus symboliquement à l'université de Nantes, qui s'est reconstituée seulement dans les années 60. Il a fallu rattraper ce handicap de décisions qui avaient été prises au XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle, de ne pas laisser filer l'université de Nantes. On l'a payé cher.

Aujourd'hui, nous avons rattrapé ce retard, mais ce retard est partiellement rattrapé parce que, ces dernières années, nous avons beaucoup investi dans l'enseignement supérieur à l'université, dans les laboratoires de recherche, mais aussi l'école centrale, l'école des Mines qui nous a coûté très cher. Nous nous sommes battus pour l'avoir et nous avons été critiqués. Aujourd'hui, nous en avons les résultats parce qu'Airbus industrie a des contrats avec ces laboratoires de recherche sur les nouveaux matériaux et les matériaux composites.



C'est aussi parce qu'il y a tout cet environnement qu'Airbus a décidé de faire venir son propre laboratoire, quelques chercheurs pour l'instant, mais demain un laboratoire complet. Pour autant, il n'y a pas que cet élément qui joue. Il y a l'accessibilité du territoire que ce soit la voie routière, autoroutière, ferroviaire ou aéroportuaire, que ce soit l'accès à l'information par les systèmes à haut débit que nous avons mis en place mais qui ne seront jamais suffisants si on ne les met pas à jour et si on ne continue pas à investir. L'investissement public est un levier et entraîne l'investissement privé.

Nous avons aussi une qualité de vie. La qualité de vie n'est pas simplement les parcs et les jardins, même s'il faut les entretenir, et même en rajouter davantage. L'introduction du paysage dans la ville compte aussi. C'est aussi les écoles pour l'enseignement initial. C'est aussi les crèches. C'est aussi les centres de loisirs ouverts les mercredi et pour les vacances. C'est aussi la prévention de la délinquance et la sécurité. C'est aussi la lutte contre l'exclusion pour ceux qui sont à l'écart et qui pourraient entrer dans le mouvement. Mais, parce qu'ils n'ont pas eu la chance d'avoir la formation initiale ou parce qu'ils ont subi l'échec du chômage et qu'ils se désespèrent, d'où la mise en œuvre de plans locaux de l'emploi avec des maisons de l'emploi qu'il faut renforcer et qui doivent revenir en haut de nos priorités. C'est la cohésion sociale. Le logement en fait partie aussi. La culture et des événements qui fédèrent. Le projet sur l'estuaire de la Loire est un projet qui fédère, qui identifie, qui donne de la force, qui permet de se sentir partie prenante et membre d'une communauté de destins. C'est aussi l'éducation pour pouvoir jouir de la culture et être soi-même créateur de culture.

C'est tout cela qui fait que demain, nos territoires resteront attractifs. Quand on explique à nos concitoyens, à ceux qui doutent que les emplois que nous pouvons développer, ce n'est pas pour eux mais seulement pour les cadres ou les ingénieurs, nous pouvons les convaincre que l'économie productive, industrielle et des services qui les accompagnent et qui viennent conforter l'industrie, ou encore parce qu'il y a des services publics et que ces services publics sont nécessaires à la cohésion sociale, ou encore que le nombre d'habitants supplémentaires génère une économie résidentielle avec des emplois pas délocalisables et qui sont accessibles y compris à des personnes avec un niveau de formation pas forcément très poussé, alors l'espoir renaît ! L'espoir est possible. La responsabilité des élus, que nous sommes mes chers collègues, est de donner de l'espoir, mais pas un espoir artificiel, pas seulement basé sur les mots, mais sur les actes. Les actes qui ont déjà été faits ne suffisent pas, parce que tout est fragile.

Je citais cette extension de l'usine d'Airbus, que j'espère nous réussissons. Mais si nous ne réussissons pas dans les délais, nous savons aussi que nous sommes dans une compétition entre les territoires. L'Espagne est aussi disponible pour accueillir cette extension pour l'A350. Nous ne sommes les ennemis de l'Espagne, mais c'est une réalité qui a été dite par Pierre Veltz et Laurent Davezies.

Il faut qu'on soit fort. C'est pour cela que la question de la tentation de la pause a été mise dans le débat. C'est moi-même qui ai demandé qu'on mette cette question au débat. Je sens bien que, compte tenu des progrès que nous avons faits en matière de développement économique, même s'il y a encore trop de chômage, même s'il y a encore trop de gens exclus, ou des progrès que nous avons pu faire en matière de qualité de vie, de développement de transport public - je pense au transport public urbain à Nantes, - ou l'amélioration de la qualité de vie dans toutes les communes autour de Nantes et de Saint-Nazaire. Quand on regarde le périurbain, quand on le regarde loin,



pas encore tout à fait jusqu'à Chateaubriand mais presque, on voit que ces nouveaux habitants occupent des maisons qui étaient vides ou des maisons dont les enfants de parents disparus ne savaient plus que faire. Quand ils la mettaient sur le marché, ils ne trouvaient pas preneurs. Aujourd'hui, on voit des villages coquets. On voit des équipements publics qui se sont améliorés. On voit des centres bourgs qui sont agréables et qui sont fleuris. C'est l'image que nous donnons.

La métropole a un effet sur l'ensemble. Pour autant, rien n'est jamais acquis définitivement. C'est pour cela qu'il faut continuer de se battre. La tentation de la pause, j'ai posé cette question et vous y avez répondu unanimement. La tentation de la pause est soit la pause soit le déclin. Après, quand on dit non au déclin, quel projet et quel modèle ? Ce modèle doit être équilibré. Nous le savons tous. Je pense que si cette question est posée, c'est parce que beaucoup de nos concitoyens nous disent que nous avons fait finalement l'essentiel du chemin. Pourquoi vouloir toujours grandir ? Pourquoi vouloir devenir plus gros et plus fort ? Est-ce qu'il n'est pas nécessaire de se dire que c'est bien comme cela ?

C'est une question qui existe et vous la sentez tous. On vous la pose dans les communes comme dans les villes. Il faut y répondre, mais pas de façon condescendante ou méprisante, puisque la question est posée. Il faut l'aborder franchement et essayer d'apporter une réponse à une question qui est importante. C'est la préservation de la qualité de vie et de la cohésion sociale.

Je pense à une question très concrète qui est la question des déplacements urbains et inter urbains. Quand nous discutons avec Patrick Mareschal et Jacques Auxiette du projet de tramway / train entre Nantes et Chateaubriand, mais dans un premier temps, jusqu'à Nord sur Erdre, c'est-à-dire un tramway qui va sur la voie ferroviaire donc un TER mais qui en même temps, par son système, peut fonctionner sur l'ensemble du réseau du tramway, nous répondons en partie à la question de la qualité de vie.

On peut habiter à Nord sur Erdre et en même temps, travailler et se déplacer sans problème. On peut aussi demain bifurquer vers l'aéroport de Notre Dame des Landes. Mais cela ne sera pas seulement la desserte de l'aéroport de Notre Dame des Landes. Ce sera aussi la desserte avec des pôles multi-modaux pour tous les habitants de ce secteur d'Erdre et Gesvres. Comme Jean-Claude Le Gall qui a un projet que soutiennent les Conseils Général et Régional, pour créer un pôle intermodal de la gare de Savenay, ce sont des choses concrètes qui peuvent se réaliser à court terme, sans vouloir toujours se projeter dans le lointain.

Nous voulons rallonger la ligne 3 du tramway qui va du sillon de Bretagne jusqu'à Marcel Paul et qui permettrait une meilleure connexion pour aller jusqu'au CHU Nord, qui s'arrête à l'Hôtel-Dieu et nous avons décidé de la prolonger jusqu'à la gare de Pont Rousseau. En la prolongeant jusqu'à la gare de Pont Rousseau, on peut aussi faire un pôle intermodal entre le tramway et le train.

Quand nous avons prolongé le train avec le département et la région jusqu'à Vertou, on a beaucoup de possibilités pour concilier ce développement nécessaire, créateur d'emplois et de richesses de manière équilibrée entre les trois grands secteurs, et en même temps de préserver la qualité de vie et la solidarité et le bonheur d'être habitant de cette région atlantique.



C'est vraiment notre responsabilité. Elle est lourde. J'en suis conscient. Nous allons réussir. Il faut d'abord programmer une sorte de conférence des présidents et des bureaux des SCOT voisins. C'est pour cela que nous avons souhaité parler ensemble. On peut le faire vite et coordonner et réfléchir.

Le risque que l'on a est de gâcher la qualité résidentielle. On avait un atelier là-dessus. Il faut accompagner la qualité résidentielle d'un plan local de l'habitat où la mixité sociale doit être à l'ordre du jour, problème complexe que je ne vais pas développer, mais pas en laissant grossir n'importe quel village et n'importe comment. A ce moment-là, on aura un type de développement qui nous pénalisera parce qu'il apportera trop de contraintes en termes de qualité de vie et de déplacement. Donc il faut plutôt renforcer les pôles. Je ne dis pas les grands pôles. Je parle des pôles secondaires autour, qui seront mieux équipés.

C'est cette réflexion qui doit s'engager dans le SCOT de Nantes Saint-Nazaire et que nous partageons avec les intercommunalités qui le composent. Je pense que nous pouvons aussi le partager avec les autres SCOT. Faut-il encore qu'on en parle. Je pense qu'il faut aussi poursuivre le dialogue avec le monde social et économique. Donc il faudra des rencontres, soit multilatérales soit bilatérales, pour prolonger ce débat avec les organisations des confédérations syndicales, avec les mouvements patronaux, les CCI mais aussi les associations qui représentent la diversité de la population.

Il faut donner une dimension débat public citoyenne. Soyons imaginatifs et créatifs ! Avec plus d'un million d'habitants, ce n'est pas facile d'organiser le débat public, mais il faut le faire, et en trouvant des systèmes modernes. Pourquoi ne pas ouvrir un site pour nous permettre d'organiser des débats et des forums ? En tout cas, il ne faut pas que cela reste entre nous.

Si nous avons commencé comme cela, c'est parce qu'il fallait bien démarrer d'abord par ceux qui ont la responsabilité du suffrage universel. Mais aujourd'hui, si on veut créer de la confiance, si on veut entraîner, il faut des projets. C'est souvent ce qui nous manque. Il faut aussi de la démocratie. Quand il y a un trop grand décalage entre ceux qui ont la chance de pouvoir disposer d'informations et les citoyens qui ont autant d'intelligence que nous pour comprendre les choses, il se creuse un fossé énorme de compréhension. A ce moment-là, quand il est temps de prendre des décisions et de faire des choix, cela ne marche pas. Il y a des explications. Nous sommes tous responsables de cela.

Dans notre démarche aujourd'hui, il faut aussi qu'on soit modeste et qu'on continue à travailler. Je terminerais en disant que je vous remercie. Je vous remercie parce que vous avez été assidus. Si vous l'avez été, c'est parce que vous avez ressenti l'enjeu. Je voudrais remercier nos deux intervenants, Pierre Veltz et Laurent Davezies. Les documents de Pierre Veltz et de Laurent Davezies sont déjà en cours de distribution. Tous nos travaux vont faire l'objet d'une synthèse qui vous sera accessible. Vous pourrez vous en servir dans les débats que vous organiserez vous-mêmes. On les mettra sur notre site Internet pour qu'il se passe quelque chose. Il s'est déjà passé quelque chose aujourd'hui et cela valait le coup. Encore merci et à bientôt.

Nantes, le 10 juin 2005